

Historique des négociations internationales et enjeux de Copenhague

23 juin 2009



Ressources, territoires et habitats
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

Présent
pour
l'avenir

Ministère de l'Écologie, de l'Énergie,
du Développement durable et de l'Aménagement du territoire

www.developpement-durable.gouv.fr

De Rio à Kyoto : l'émergence difficile d'une gouvernance mondiale sur le climat



La Convention Climat (1992)

Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) de Rio: rédigée en 1992, entrée en vigueur en 1994

“**Objectif ultime**” : Stabiliser la concentration des gaz à effet de serre dans l’atmosphère à « *un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du climat* »

Grands principes (**responsabilités communes mais différenciées**, prise en compte des capacités, équité)

Le Protocole de Kyoto (1997)

Protocole de Kyoto :

- rédigé en 1997,
- entré en vigueur en 2005 !

Engagements de réduction quantitatifs pour 39 pays (développés ou en transition) : en tout **-5,2%** sur la période 2008-2012 par rapport aux niveaux de 1990

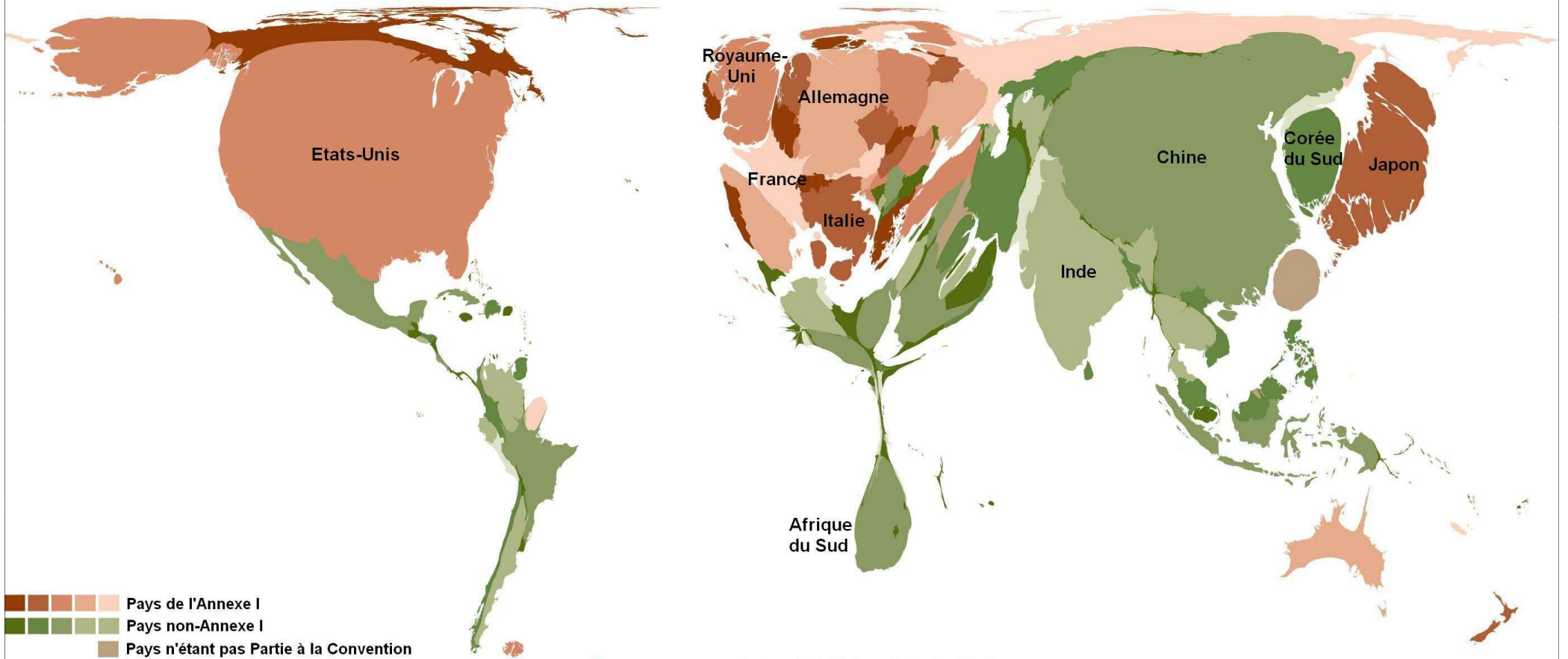
Flexibilité pour atteindre ces objectifs :

- marché de permis entre pays ayant pris des engagements
- crédits issus de projets de réduction des émissions (MDP, MOC)

Des questions essentielles en suspens

- Le Protocole de Kyoto ne prévoit des actions que jusqu'en 2012 : quel cadre international pour “l'après-2012” ?
- **Quelle place pour les Etats-Unis**, premier émetteur mondial, qui n'ont pas ratifié le Protocole ?
- **Quelle place pour les Pays en Développement** dans le futur régime ?

Emissions de CO₂ en 2004



Bali (décembre 2007) :

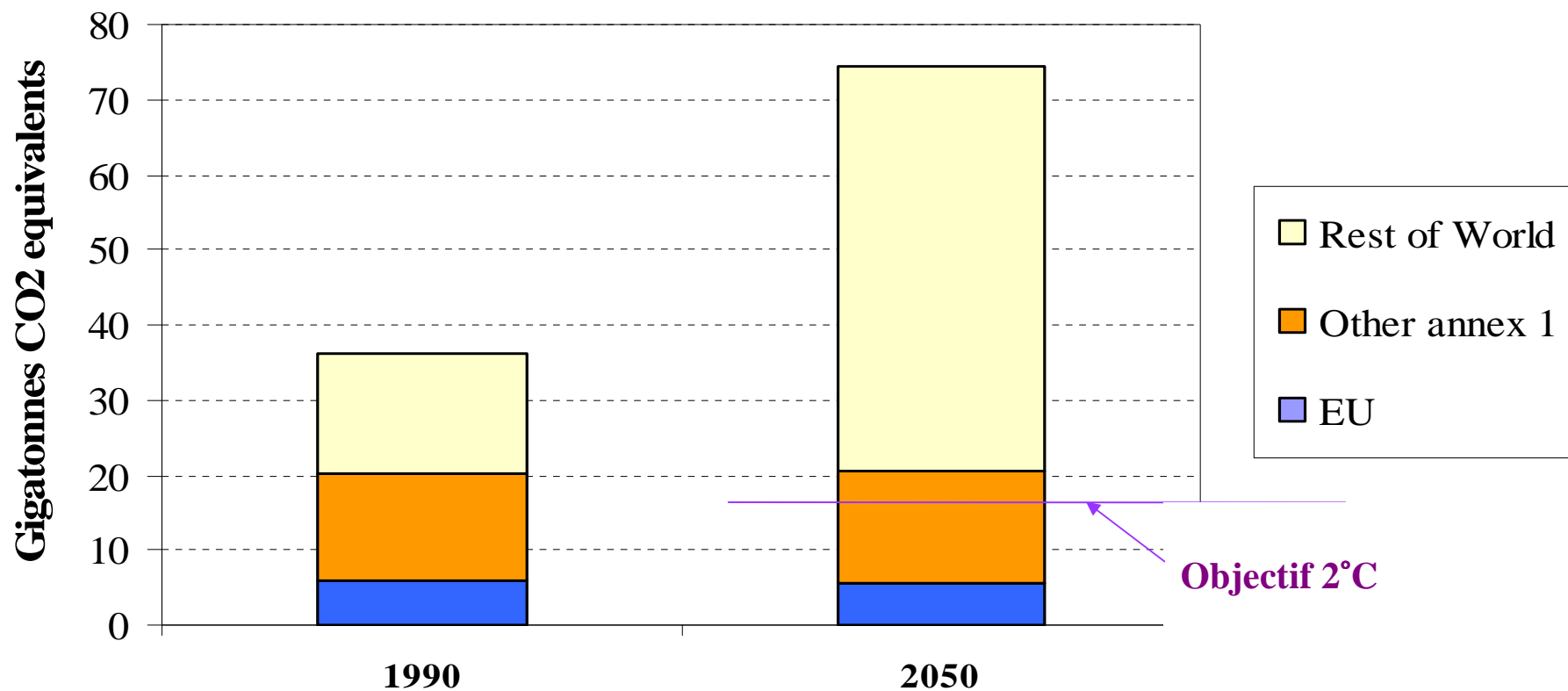
Le lancement d'une nouvelle négociation



Le quatrième rapport du GIEC (sept. 2007)

- La température a augmenté de **0,74°C en 100 ans**
- dresse un tableau des **effets du réchauffement** en fonction de l'augmentation de température : l'UE considère que l'effet est "dangereux" au-delà de +2°C
- Quel **niveau d'ambition de la réponse** de la communauté internationale ?

Figure 1: Projected development of greenhouse gas emissions in different regions of the world



Source: Greenhouse gas reduction pathways in the UNFCCC process up to 2025, CNRS/LEPII-EPE, RIVM/MNP, ICCS-NTUA, CES-KUL (2003).

L'année 2007 est un tournant :

- **Acquis scientifiques et pression médiatique**
 - 4ème rapport du GIEC
 - prix Nobel de la Paix à Al Gore et au GIEC
- **Des signaux politiques :**
 - Retour progressif des Etats-Unis sur la scène multilatérale (également sous pression de la part des Etats fédérés et des villes)
 - Ouvertures de la part des PED (Afrique du Sud, Brésil...)
 - Engagements unilatéraux de l'UE :
 - -20% en 2020 par rapport à 1990 (ou -30% en cas d'accord international ambitieux)
 - Au moins -50% au niveau mondial en 2050

Le plan d'action de Bali contient 5 “blocs de négociation”

- Un programme de discussion pour 2 ans
- Le Plan d'Action de Bali contient une longue liste de sujets à discuter/négocier pour 2008-2009 avec une structure en 5 « blocs » :
 - 1. « Vision partagée » – **(nouveau) cadrage**
 - 2. Atténuation – « **pilier d'action** »
 - 3. Adaptation – « **pilier d'action** »
 - 4. Technologie – « **moyen de soutenir l'action** »
 - 5. Financement – « **moyen de soutenir l'action** »

De Bali à Copenhague (2007-2009) : Construction de l'accord



2008 : une année “exploratoire”

- Après Bali, les Parties exposent leurs idées de manière ouverte sur les thèmes des 5 « blocs » : clarification des concepts, mais peu de réelles discussions
- En 2008, le monde attend cependant une nouvelle équipe américaine

A mi-chemin entre Bali et Copenhague : la Conférence de Poznan (décembre 2008)

- L'Union européenne marquer son engagement par l'adoption sous PFUE du « **paquet énergie climat** »
- Les signaux positifs de l'arrivée d'Obama
- Cependant, une **grande défiance** demeure entre les pays développés et les pays en développement, notamment sur les questions financières

Enjeux essentiels pour Copenhague

- Discussion onusienne sur les 5 “blocs” de Bali : la négociation sur un **“texte d’accord de Copenhague”** vient de commencer
- La **forme juridique de l’accord** reste à clarifier
- Les questions cruciales apparaissent maintenant clairement :
 - Quel **niveau d’ambition mondial en 2050** ? (“vision partagée”)
 - Quel engagement de réduction pour les **pays développés**, et comment assurer la **comparabilité** de l’action des Etats-Unis ?
 - Quelle action « juste » des **pays en développement** et quel **soutien financier** des pays développés pour la rendre possible ?

Autres enjeux pour Copenhague

- Faire une place à la **lutte contre la déforestation**
- Ne pas laisser de côté l'**aviation** ni le **transport maritime**
- **Adaptation** : mettre en place des mesures conformes aux besoins des pays en développement
- **Technologie** : ouvrir la possibilité d'accords additionnels mais ne pas se perdre dans des demandes impossibles à honorer
- **Financement** : quelles sources de financement pour l'atténuation dans les pays en développement et l'adaptation ? Quelle architecture institutionnelle ? Quelle place pour les structures existantes ?
- Questions éminemment politiques – **l'agenda est chargé de réunions au plus haut niveau** : G8, forum des économies majeures sur l'énergie et le climat (MEF), rencontre du SGNU

Place des collectivités territoriales dans la négociation



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Ministère
de l'Écologie, de l'Énergie,
du Développement durable
et de l'Aménagement
du territoire

Peu de discussions onusiennes sur la place des collectivités territoriales à ce stade

- Les discussions des Parties sur les 5 “blocs” de négociation ont très peu abordé la question du rôle des collectivités territoriales
- **Peu d'expression officielle des Parties sur ce sujet** – tout de même des soumissions par le Sénégal, l'Uruguay, peut-être l'Algérie
- **Les textes de négociation initiaux reflètent donc peu ce sujet** (alors que la reconnaissance du rôle du secteur privé par exemple est entrée dans les moeurs)
- Des propositions d'amendements ont été formulées par des représentants des collectivités locales mais **ne seront prises en compte que si elles sont portées par les Parties elles-mêmes** afin de permettre davantage d'intégration dans les prochaines versions des textes de négociation

Pistes pour mieux faire prendre en compte les collectivités dans la négociation

- **Accentuer la prise de conscience et l'appropriation de la problématique par les Parties**
 - UE : beaucoup d'Etats membres considèrent qu'il s'agit d'"une problématique parmi d'autres" – pourquoi lui donner la priorité ?
 - Tous les pays ne sont pas nécessairement mûrs
- **Argumenter :**
 - clarifier les attentes vis-à-vis de l'accord de Copenhague : reconnaissance
 - sur le rôle essentiel des collectivités territoriales dans les actions d'adaptation, d'atténuation ; notamment dans la planification locale et l'impulsion de dynamiques qui peuvent être une source d'inspiration à l'échelle nationale (cf. débat sur les "NAMAs")
 - faire valoir la prise de conscience existant au niveau mondial dans le réseau des collectivités comme un atout pour faire aboutir Copenhague.

Merci de votre attention

